L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 11 OCTOBRE 1873. 17me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 11 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Un terrain dans le Troisième District, dans l'île, borné par les rues Union, Française, Dauphine et Bourgogne—Autre autre portion de terre, dans l'île, borné par les rues Borgeouis, Broad, Columbus et le chemin du Bayou.—Il est d'essayer

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—propriétés de prix-face au Bayou St. Jean, ainsi que d'autres propriétés de valeur dans le Troisième District.

Par E. Roger & Co., à leurs salles de vente—Bottes, souliers et brodequins.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 82 et 84 de la rue de la Douane—Vêtements d'hommes et d'enfants, malles de voyage et d'emballage.

ATTENTION!

13e Propriétés améliorées dans le Troisième District, à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention du public sur les ventes à l'encan qui auront lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif. Ces ventes comprennent :

1° Une portion de terre située dans le Troisième District de cette ville, rue Borgeouis, entre celles Colombus et le chemin du Bayou, avec les batisses et améliorations qui s'y trouvent.

2° Et un terrain situé dans le District susdit, rue de l'Union, entre celles Dauphine (autrefois de Craps), avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

SPECTACLES.

Samedi, 11 Octobre.
ACADEMIE.—A midi et le soir, The Hidden Hand.

Le Canal Colombien.

Nous avons lieu de croire que les Français qui ont eu l'honneur d'établir un trait d'union entre les eaux de la mer Rouge et celles de la Méditerranée, en creusant un canal réputé impossible et où passent néanmoins aujourd'hui les plus gros navires du monde commercial, aurons l'honneur d'établir les premiers une grande communication navigable entre les eaux de l'océan Atlantique et celles de l'océan Pacifique, et que M. Lucien Pierre de Puydt fera en Occident ce que M. Ferdinand de Lesseps a fait en Orient.

M. de Puydt éprouvera peut-être plus de difficultés, en ce qui concerne la question d'argent, le canal Colombien ne pouvant exciter en Europe un intérêt aussi vif que le canal de Suez. L'isthme de Darien, qu'il s'agit de traverser, est à une grande distance des côtes de l'ancien monde ; il a joué jusqu'ici de peu de célébrité et, d'ailleurs, il ne peut avoir la même utilité pour le commerce Européen. Le canal de Suez a mis les nombreuses villes baignées par la Méditerranée à la porte des Indes pour ainsi dire ; un navire qui sort de la mer Rouge peut être considéré comme déjà arrivé à Bombay ou dans tous les autres ports de l'Hindoustan. De là à la Chine le trajet est court et sur la ligne les navires peuvent visiter des stations ou des groupes d'îles toutes riches en produits recherchés sur les marchés européens.

Par le Canal colombien, on ne trouvera aucun de ces avantages : l'Atlantique est désert autant que vaste ; le Pacifique est plus vaste et tout aussi désert jusqu'en Chine. Les navires européens, évidemment ne prendront pas ce chemin vone qui restera presque à l'usage exclusif de l'Amérique du Sud et des Etats-Unis. Et ce ne sera pas un bâtiment partant d'Halifax, de Boston ou de New York arrivera tout aussi vite au détroit de Malacca en prenant la voie de la Méditerranée et de Suez qu'en suivant celle du Canal colombien. Il y aura donc peu d'entrain en Europe à aider M. de Puydt dans sa grande entreprise. Nous avons toujours considéré que cette jonction des deux mers Atlantique et Pacifique était une affaire purement américaine et devant être exécutée aux frais des Etats-Unis.

Mais les Etats-Unis eux-mêmes ne paraissent pas mettre beaucoup d'empressement à favoriser ce travail par l'isthme colombien. La distance est trop grande pour les villes maritimes du Nord et l'avantage qu'elles y trouveraient serait à peine supérieur à l'avantage que leur offre aujourd'hui le canal de Suez. C'est pour cela que l'enthousiasme ne règne pas dans les expéditions envoyées jusqu'ici pour opérer les travaux d'exploration sur différents points de l'Amérique centrale. Aucune étude n'a satisfait personne et partout on a trouvé des difficultés presque insurmontables, parce qu'apparemment, sans doute, on a mal cherché.

Le transit qui conviendrait le mieux aux Etats-Unis serait le canal projeté de Tehuantepec. Cette ligne est à peu près dans les eaux de la Nlle-Orléans, de Mobile, de Galveston et de Pensacola. Mais elle profiterait beaucoup moins aux ports méditerranés de l'Atlantique et à cause de cela seul le projet sera rejeté. Un temps viendra où il jaillira et les Etats du Nord se décideront enfin à faire quelque chose d'utile pour eux-mêmes et encore plus utile pour le Sud ! En voyant leurs dispositions actuelles, on ne saurait y compter en aucune façon et nous sommes très porté à croire qu'ils abandonneront à l'autres le soin de percer l'isthme de Darien et d'établir un transit par eau entre les deux mers.

Ainsi, il est probable que M. de Puydt, comme nous le disons plus haut, aura cet honneur s'il peut réunir les capitaux nécessaires pour l'exécution de son projet. Il ne faudra pas moins de 400 ou 500 millions de francs ; c'est à peu près ce que le canal de Suez a coûté. Ce ne serait rien pour l'Europe ; ce ne serait rien même pour la France seule, si l'Europe on la France y avait un grand intérêt, mais cet intérêt n'est que médiocre et, surtout après l'établissement du canal de Suez, l'idée de transit suffisante désormais à tous les besoins de l'Europe dans ses rapports commerciaux avec les Grandes Indes.

Toutefois la société est formée sous le nom de "Société Internationale du Canal Colombien" ; elle se compose d'ingénieurs, de propriétaires, de savants, de négociants, de capitalistes, &c., et les études qui ont été faites ne permettent pas de douter du succès de l'entreprise. Une pareille exploration avait été faite en 1851 par M. de Puydt, à l'effet de dresser l'avant-projet et les devis nécessaires ; les études furent approuvées par divers ingénieurs et entre autres par M. Mongel Bey, auteur du barrage du Nil et du tracé du Canal de Suez, et par M. McClean, alors président de la société des ingénieurs civils de Londres. Il restait à faire des observations complémentaires sur les lieux pour arriver à la solution du problème de la coupure de l'isthme sans avoir recours aux moyens surannés, coûteux, et d'une pratique pour le moins douteuse des écluses et des tunnels, sans lesquels jusqu'alors, aucun projet de canalisation au travers de l'isthme n'avait été soumis à l'appréciation des hommes compétents.

En 1865 une seconde exploration de l'isthme, partie centrale de la province de Darien, fut faite avec un soin minutieux par M. de Puydt et autres ingénieurs parmi lesquels, le fils de Mongel-Bey. Elle eut pour résultat la découverte d'un sol abaissé dans la petite cordillière orientale, de 46 mètres au-dessus du niveau de la mer, établissant une communication facile et courte entre les deux océans. Ces travaux publiés en 1867, ont valu à leur auteur l'approbation de toutes les sociétés géographiques et savantes et particulièrement de la société géographique royale de Londres qui, sur le rapport de sir Roderick Marchison, fit publier à ses frais, et *extenso*, les études, cartes, plans, vocabulaires des Indiens Cunas, etc., dûs à M. de Puydt.—Il est donc admis aujourd'hui qu'un établissement de canal de navigation entre l'Atlantique et le Pacifique, sans tunnels ni écluses, est chose possible.—Nous donnerons dans un autre article une description topographique de l'isthme.

Cotton Exchange de la Nouvelle-Orléans.

Dans une réunion spéciale le bureau de direction de cette Bourse a adopté, hier, une circulaire que nous résumerons en quelques lignes :

La panique de New York est virtuellement passée ; la confiance se rétablit promptement et la circulation n'obtient plus qu'une prime nominale sur les checks acceptés par les banques. Par mesure de prudence et de protection, et afin d'échapper à l'épuisement que les traites du Nord et de l'Ouest n'eussent pas manqué de causer aux banques de cette ville, elles ont suspendu leurs paiements en billets des Etats-Unis, et n'ont pu par conséquent fournir à leurs clients le montant de circulation qui facilitait dans les années antérieures la conclusion du coton et l'envoi de la récolte au marché.

La conduite des banques n'en a pas moins montré leur force, bien que les checks acceptés par elles aient subi un escompte considérable. Pendant l'été, le Sud est toujours plus ou moins endetté vis-à-vis du Nord, mais l'envoi des récoltes rétablira la balance. Nos banques font tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer la situation, mais on ne peut attendre d'elles qu'elles se procurent des billets de circulation à une perte de 2 1/2 p. 100, quand même cela serait possible. Mais il ne faut pas l'espérer avant que les récoltes arrivent au marché. C'est alors seulement que la circulation reviendra. Comment croire en effet, que New-York, qui a de fortes créances sur le Sud, vienne à notre secours ? Nous ne devons donc compter que sur nous et sur le mouvement du coton.

Il est à peu près sûr que les banques du Nord reprendront bientôt le cours de leurs affaires et que les banques du Sud en feront autant, dès que le mouvement de la récolte donnera l'occasion de tirer des lettres de change. Cette Bourse représentant les vendeurs et acheteurs de coton ne saurait exprimer une opinion sur les prix futurs ; mais il est raisonnable de supposer que les spéculateurs réalisant aux cotes actuelles, pendant la rareté du coton, feront aussi bien et peut-être mieux que ceux qui vendront plus tard quand les envois seront nécessairement plus considérables.

MORT DE MME VEUVE ROMAN.—Nous perdîmes, il y a quelques années, le gouverneur André Bienvenu Roman, qui mourut ici d'une mort presque subite, lorsque sa famille et ses amis croyaient le conserver longtemps encore. Aujourd'hui, nous avons à mentionner la mort de Mme Roman, sa veuve, née Françoise-Aimée Parent, qui résidait ordinairement dans la paroisse St-Jacques, sur l'habitation patrimoniale de la famille. Mme Roman portait noblement un beau nom, un nom respecté et honoré en Louisiane. Il est bien peu d'habitants de ce pays qui n'aient entendu parler des huit années d'un des meilleurs gouvernements que cet Etat, si malheureux aujourd'hui, ait jamais eus. C'était l'âge d'or, grâce au bon sens, aux lumières, à la droiture, à l'indicible probité des gouverneurs de ce temps, parmi lesquels le gouverneur A. B. Roman, dont elle considéré comme déjà arrivé à Bombay et dans tous les autres ports de l'Hindoustan. De là à la Chine le trajet est court et sur la ligne les navires peuvent visiter des stations ou des groupes d'îles toutes riches en produits recherchés sur les marchés européens.

Par le Canal colombien, on ne trouvera aucun de ces avantages : l'Atlantique est désert autant que vaste ; le Pacifique est plus vaste et tout aussi désert jusqu'en Chine. Les navires européens, évidemment ne prendront pas ce chemin vone qui restera presque à l'usage exclusif de l'Amérique du Sud et des Etats-Unis. Et ce ne sera pas un bâtiment partant d'Halifax, de Boston ou de New York arrivera tout aussi vite au détroit de Malacca en prenant la voie de la Méditerranée et de Suez qu'en suivant celle du Canal colombien. Il y aura donc peu d'entrain en Europe à aider M. de Puydt dans sa grande entreprise. Nous avons toujours considéré que cette jonction des deux mers Atlantique et Pacifique était une affaire purement américaine et devant être exécutée aux frais des Etats-Unis.

Mais les Etats-Unis eux-mêmes ne paraissent pas mettre beaucoup d'empressement à favoriser ce travail par l'isthme colombien. La distance est trop grande pour les villes maritimes du Nord et l'avantage qu'elles y trouveraient serait à peine supérieur à l'avantage que leur offre aujourd'hui le canal de Suez. C'est pour cela que l'enthousiasme ne règne pas dans les expéditions envoyées jusqu'ici pour opérer les travaux d'exploration sur différents points de l'Amérique centrale. Aucune étude n'a satisfait personne et partout on a trouvé des difficultés presque insurmontables, parce qu'apparemment, sans doute, on a mal cherché.

Le transit qui conviendrait le mieux aux Etats-Unis serait le canal projeté de Tehuantepec. Cette ligne est à peu près dans les eaux de la Nlle-Orléans, de Mobile, de Galveston et de Pensacola. Mais elle profiterait beaucoup moins aux ports méditerranés de l'Atlantique et à cause de cela seul le projet sera rejeté. Un temps viendra où il jaillira et les Etats du Nord se décideront enfin à faire quelque chose d'utile pour eux-mêmes et encore plus utile pour le Sud ! En voyant leurs dispositions actuelles, on ne saurait y compter en aucune façon et nous sommes très porté à croire qu'ils abandonneront à l'autres le soin de percer l'isthme de Darien et d'établir un transit par eau entre les deux mers.

Ainsi, il est probable que M. de Puydt, comme nous le disons plus haut, aura cet honneur s'il peut réunir les capitaux nécessaires pour l'exécution de son projet. Il ne faudra pas moins de 400 ou 500 millions de francs ; c'est à peu près ce que le canal de Suez a coûté. Ce ne serait rien pour l'Europe ; ce ne serait rien même pour la France seule, si l'Europe on la France y avait un grand intérêt, mais cet intérêt n'est que médiocre et, surtout après l'établissement du canal de Suez, l'idée de transit suffisante désormais à tous les besoins de l'Europe dans ses rapports commerciaux avec les Grandes Indes.

Toutefois la société est formée sous le nom de "Société Internationale du Canal Colombien" ; elle se compose d'ingénieurs, de propriétaires, de savants, de négociants, de capitalistes, &c., et les études qui ont été faites ne permettent pas de douter du succès de l'entreprise. Une pareille exploration avait été faite en 1851 par M. de Puydt, à l'effet de dresser l'avant-projet et les devis nécessaires ; les études furent approuvées par divers ingénieurs et entre autres par M. Mongel Bey, auteur du barrage du Nil et du tracé du Canal de Suez, et par M. McClean, alors président de la société des ingénieurs civils de Londres. Il restait à faire des observations complémentaires sur les lieux pour arriver à la solution du problème de la coupure de l'isthme sans avoir recours aux moyens surannés, coûteux, et d'une pratique pour le moins douteuse des écluses et des tunnels, sans lesquels jusqu'alors, aucun projet de canalisation au travers de l'isthme n'avait été soumis à l'appréciation des hommes compétents.

En 1865 une seconde exploration de l'isthme, partie centrale de la province de Darien, fut faite avec un soin minutieux par M. de Puydt et autres ingénieurs parmi lesquels, le fils de Mongel-Bey. Elle eut pour résultat la découverte d'un sol abaissé dans la petite cordillière orientale, de 46 mètres au-dessus du niveau de la mer, établissant une communication facile et courte entre les deux océans. Ces travaux publiés en 1867, ont valu à leur auteur l'approbation de toutes les sociétés géographiques et savantes et particulièrement de la société géographique royale de Londres qui, sur le rapport de sir Roderick Marchison, fit publier à ses frais, et *extenso*, les études, cartes, plans, vocabulaires des Indiens Cunas, etc., dûs à M. de Puydt.—Il est donc admis aujourd'hui qu'un établissement de canal de navigation entre l'Atlantique et le Pacifique, sans tunnels ni écluses, est chose possible.—Nous donnerons dans un autre article une description topographique de l'isthme.

OH! OH! AH! AH! PAS POSSIBLE!!—Voilà ce qu'on entend journellement devant le magasin Bleu, coin Orléans et Claiborne. Tous, des gens étonnés, des prix minimes qu'on leur demande pour une paire de souliers.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

L'affaire de G. T. Converse, ex-payeur de la Banque des Travailleurs, a été reprise, hier matin, à 10 heures, devant le juge Geraud, du Premier District municipal et a occupé cette cour jusqu'à deux heures de l'après-midi. Nous donnons, ci-dessous, le résumé des témoignages qui ont été recueillis pendant le cours de l'instruction préliminaire de ce procès.

J. H. Gardner, vice-président de la Banque des Travailleurs, dit que le samedi, 27 septembre, il compta, en présence de l'accusé, l'argent que celui-ci devait remettre en main et qu'il y découvrit un déficit de onze mille trois cent soixante-treize dollars soixante-dix-huit cents. Gardner demanda à M. Converse l'explication de ce déficit, mais celui-ci ne donna aucune raison. Avant la vérification de la caisse par le vice-président de la Banque, Converse lui dit qu'elle était juste. Il avait déjà tenu le même langage dans le courant de la journée et jusqu'au moment même de la vérification.

L. G. Arnould, receveur de la Banque des Travailleurs, dit que le samedi, 27 septembre, la caisse du payeur G. T. Converse, fut vérifiée, en sa présence (à lui Arnould) par J. H. Gardner, qui y trouva un déficit d'environ $11,000. Converse lui avait dit à plusieurs reprises et en présence d'autres personnes, qu'il avait fait sa caisse la veille, vendredi, et qu'il l'avait trouvée parfaitement juste. M. Converse soutint, jusqu'au dernier moment, qu'il avait, dans son coffre-fort, deux paquets de greenbacks de cinq mille piastres chacun. (Ces deux paquets n'ont pas été trouvés.)

Vers quatre de ce même jour, le coureur de la Banque d'Amérique vint demander à Converse comment était sa caisse ; celui-ci lui répondit qu'il l'avait faite et trouvée juste.

Après que M. Gardner eut compté l'argent de M. Converse et l'eut informé du déficit qu'il montrait, celui-ci lui dit que ses cautions étaient responsables du montant qui lui manquait. M. Converse dit à M. Gardner, en ma présence, qu'il avait un billet de $1000, mais qu'il l'avait échangé. M. Wala lui ayant demandé pourquoi et où il l'avait échangé, Converse lui répondit qu'il n'en savait rien et qu'il ne se souvenait pas de la banque ou de l'endroit où il avait obtenu la charge de dix billets.

M. Joseph Méard.—Ce témoin est le caissier de la Banque des Travailleurs. Il dit que lors. F. Cobrexe était principalement employé, depuis quelque temps, dans sa banque, comme payeur, et que le travail supplémentaire qui lui était assigné, lui avait été indiqué par écrit par le témoin même, qui fournit à la Cour une copie de ces instructions.

Le samedi, 27 septembre, M. Méard arriva, comme d'habitude à la banque après M. Converse, qui avait déjà ouvert le coffre-fort renfermant l'argent de la banque. Lui et M. Méard seuls, pouvaient ouvrir le dit coffre-fort. Converse était à son poste de payeur quand le témoin arriva à la banque.

Comme cette Banque ne fait pas partie du "Clearing House" les checks certifiés qui avaient été tirés le jour précédent, devaient être payés avec des checks, certifiés par quelqu'autre banque. La Banque avait ce jour-là des checks sur la Banque germania pour un montant d'environ $3,400. Le témoin demanda à M. Converse s'il connaissait le caissier de cette Banque et s'il ne pourrait pas, plus facilement que M. Garcia, obtenir de lui des checks de montants moins forts et qui pourraient faciliter les échanges qu'il aurait à faire ce jour.

M. Converse répondit affirmativement et dit au témoin : " Si vous le désirez, j'irai voir le caissier". Le témoin consentit à cela et M. Converse sortit, après avoir fermé la tiroir, abandonné son argent, à découvert et revint quelques minutes plus tard en disant que le caissier de la Banque Germania était en train de faire les checks demandés, lesquels seraient prêts dans une dizaine de minutes. Au bout de ce temps, M. Converse sortit de nouveau avec ma permission, comme d'habitude, et revint avec les checks susdécrits. Dans le courant de la matinée, M. Converse quitta la banque quatre ou cinq fois, demandant, chaque fois, la permission au témoin et emportant toujours avec lui les clefs de son tiroir de payeur.

Le témoin raconte comment, par suite des échanges faits entre la Banque et M. Pike, Brother & Co., lesquels présentaient une balance, en faveur de ces derniers, de $66 70, M. Converse leur donna un check au lieu d'argent sur son premier *teller*, (lorsqu'il n'avait nullement le droit de tirer aucun check) en passant de cette différence et sans consigner cette opération dans la comptabilité de la Banque. Quand ce check arriva chez Pike, Brother & Co., M. Pike, avec qui le témoin est intimement lié, l'envoya chercher et ont avec lui une conversation, (les avocats de la défense s'opposent à ce que cette conversation soit entendue) à la suite de laquelle les soupçons de M. Méuard sur l'accusé furent éveillés.

Le témoin retourna à sa banque et surveilla M. Converse avec la plus grande attention. Quelques instants après, celui-ci lui demanda la permission de sortir. M. Ménard refusa, et, regardant M. Converse en face, il lui dit qu'il n'avait pas l'air de travailler comme à l'ordinaire et lui demanda s'il n'avait pas 15 billets de $1000 qu'il avait pris l'air de vouloir s'en aller. Converse répondit qu'il n'avait pas de billets de $1000, qu'il avait échangé dans une autre banque, mais, dans laquelle, il lui était impossible de s'en souvenir.

O. J. Perse dit : Le 27 du mois dernier, vers midi et demi, je me présentai à la Banque des Travailleurs pour y toucher un check de $183. Je vis M. Converse, que me dit que j'en pouvais ne payer en ce moment-là et de vouloir repasser vers 4 heures et demie. Il me fit la remarque que les autres banques ne payaient que $25, mais qu'il me paierait ce check à plein. Je lui répondis qu'à 4 heures et demie il serait trop tard et que la banque serait fermée. Il me répondit qu'il viendrait lui demander, alors, où était son argent. Converse répondit : " dans le coffre-fort". M. Méuard lui donna l'ordre de le placer, comme d'habitude, dans son tiroir et M. Converse dit qu'il allait le faire.

Quelque temps s'écoula et M. Converse n'obéissait pas. Je lui réitérai l'ordre de mettre son argent dans son tiroir et Converse répliqua qu'il allait le faire.

Mon troisième ordre produisit effectivement cet effet. Converse prit son argent dans son tiroir et Converse le plaça dans un sac que la première fois, de faire ce que je lui disais. Il répondit qu'il allait compter son argent dans un moment et que tout serait pour le mieux. Sur ces entrefaites l'heure de la fermeture de la banque arriva.

M. Converse, ce nuit, ainsi qu'il le faisait chaque jour, à faire sa caisse ; mais lorsqu'il eut terminé ses additions, il s'aperçut que la balance donnée par lui la veille, était erronée, et que cette même balance, qu'il avait déclaré avoir comptée et trouvée exacte le jour précédent, ne l'était point, car il avait oublié, le 26, de créditer M. Lacaze de $355 75, montant d'un check donné, ce jour-là, à MM. Pike, Brother & Co., lequel check avait été remplacé par Converse inconnu et signé par le témoin en sa qualité de caissier.

M. Gardner compta l'argent du payeur et découvrit un déficit d'environ onze mille trois cent soixante-treize dollars. Le témoin demanda à Converse où était l'argent qu'il avait déclaré avoir dans le coffre-fort. Le payeur se dirigea vers le dit coffre-fort, l'ouvrit et dit qu'il ne contenait rien d'argent. Il fut le seul qui, depuis le matin jusqu'à ce moment, ouvrit le coffre-fort où se place l'argent.

Le Board des Directeurs s'était réuni la veille et en avait donné pour instructions au caissier, de payer les dépositaires en greenbacks. Le témoin communiqua ces instructions au payeur le même jour ; celui-ci déclara que sa caisse était juste la veille et qu'il avait compté l'argent.

Un monsieur un check au témoin qui le reconnut comme étant de $1,000 qu'il avait déposé au payeur, il donna, en échange, un check, dont le montant est de $250, $25 seulement." Cela se passait avant que Converse n'eût dit au caissier pour y prendre l'argent qu'il disait y être.

Le témoin dit que ce jour, il arriva à la Banque un peu après neuf heures. Le coffre-fort de l'argent ne fut pas ouvert de toute la journée, depuis que l'argent en eut été enlevé, le matin, par M. Converse, jusqu'à neuf heures de l'après-midi. M. Converse et lui ne avaient gardé la caisse, son antagonyen de laquelle il était fermé. Le témoin n'a confié cette combinaison à personne avant le 27 septembre. M. Gardner ayant demandé à Converse, en présence du témoin, ce qu'il était advenu de son argent, le payeur répondit qu'il l'ignorait. Le vice-président lui demanda aussi s'il n'avait pas de billets d'une forte dénomination, de $1000 ou de $500, par exemple. Converse répondit qu'il avait un billet de $1000, qu'il l'avait échangé dans une autre banque, mais, dans laquelle, il lui était impossible de s'en souvenir.

O. J Perse dit : Le 27 du mois dernier, vers midi et demi, je me présentai à la Banque des Travailleurs pour y toucher un check de $183. Je vis M. Converse, que me dit de pas pouvoir